



Canada : le retour des indépendantismes

Morgan LARHANT

Morgan LARHANT est administrateur de l'État. Actuellement détaché à la Banque interaméricaine de développement, il était auparavant chef du service économique de l'ambassade de France au Canada.

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

ISBN : 979-10-373-1284-6
Tous droits réservés, Paris, Ifri, 2026.

Image : Drapeaux du Canada (à g.), du Québec (à dr. haut) et de l'Alberta (à dr. bas)
© Shutterstock.com

Comment citer cette publication :

Morgan Larhant,
« Canada : le retour des indépendantismes », *Éditoriaux de l'Ifri*, Ifri, 14 octobre 2026.

Ifri

27 rue de la Procession
75740 Paris Cedex 15
Tél.: (0)1 40 61 60 00
E-mail: accueil@ifri.org
www.ifri.org

À deux reprises, à quelques semaines d'intervalle, la question de l'indépendance de l'une des dix provinces du Canada est posée. Au Québec, d'abord, où l'élection du Parti québécois (PQ), qui porte cette question au cœur de son programme, ouvre la perspective d'un troisième référendum dans les prochaines années. En Alberta, ensuite, où les citoyens seront appelés le 19 octobre 2026 à répondre à la question suivante : « L'Alberta devrait-elle rester une province du Canada, ou le gouvernement de l'Alberta devrait-il entamer le processus juridique requis par la Constitution canadienne pour organiser un référendum provincial contraignant sur la question de savoir si l'Alberta doit se séparer ou non du Canada ? ».

Au Québec et en Alberta, deux indépendantismes distincts

La concomitance de ces deux événements est toutefois quelque peu trompeuse ; l'expérience québécoise est, par son histoire autant que par sa dimension nationale, très différente de celle de l'Alberta. Le mouvement indépendantiste, qui trouve ses racines dès les années 1920 dans les écrits notamment de l'Abbé Lionel Groulx – à qui l'on doit la maxime « maîtres chez nous » qui deviendra le cri de ralliement de la « révolution silencieuse » –, s'ancre en effet dans l'histoire de la province, telle qu'elle s'écrit depuis le traité de Paris de 1763. Les plaines d'Abraham furent, à cet égard, bien plus que le cimetière des ambitions de la Nouvelle-France : elles devinrent après la Première Guerre

mondiale, durant laquelle le Québec se démarqua du reste de la Confédération par son refus de la conscription, le symbole d'un paradis perdu, d'autant plus fantasmé que la domination culturelle, linguistique et économique des anglophones se faisait plus pressante. C'est nourrie de cette vision quasi mystique – dans laquelle le clergé joua d'ailleurs un grand rôle – que la génération de Jean Lesage, puis celle de René Lévesque, allaient impulser dans les années 1960 une modernisation sans précédent de l'économie et des mœurs de la province, donnant corps à l'idée d'une nation québécoise. Les référendums perdus de 1980 et de 1995 se lisent, de ce point de vue, comme les répliques de cette idée nationale, revendiquant une « société distincte » de celle du reste du Canada. Société qui, trente ans plus tard et malgré la transformation en cours du corps social (reflux du français, urbanisation, montée du multiculturalisme, etc.), demeure l'un des soubassements du succès du PQ.

L'expérience historique de l'Alberta est d'une tout autre nature. Absorbé par la Confédération en 1905, ce morceau des terres de Rupert – comme on qualifiait alors le territoire appartenant à la Compagnie de la baie d'Hudson – ne fut longtemps qu'un réseau de postes avancés pour le commerce des fourrures. La réalisation, dans les années 1880, de la première ligne de chemin de fer transcontinental, projet emblématique de l'unité de la Confédération voulue par le Premier ministre canadien John A. Macdonald, puis l'installation, à la fin du XIX^e siècle, de migrants venus principalement d'Europe du Nord et de l'Est, donnèrent naissance à cette nouvelle province, nichée entre les cimes des Rocheuses et les vastes Prairies plus à l'est. La dureté des éléments, l'éloignement d'Ottawa et un mode de vie très rural déterminèrent les premiers traits de caractère des Albertains, plus proches de leurs voisins du Montana que de leurs compatriotes des Laurentides. Mais c'est la découverte, à partir des années 1950, de vastes ressources en hydrocarbures qui, en assurant la prospérité de la province, allait également instiller les premiers ferments de la division. L'Alberta devint en effet, en quelques décennies, la province la plus riche du pays, un statut encore renforcé au tournant du millénaire par le développement des sables bitumineux. Si bien qu'elle dut contribuer de plus en plus aux mécanismes fédéraux de péréquation, suscitant localement une

frustration croissante face à la perception d'une prise en compte insuffisante de ses intérêts par Ottawa. Voire une franche opposition, comme quand le gouvernement fédéral, qu'il s'agisse du Programme énergétique national de Pierre Trudeau ou, plus récemment, de la politique climatique de son fils, donna le sentiment de vouloir s'attaquer à son mode de vie. Le mouvement indépendantiste albertain est donc au moins aussi économique que culturel, ce qui le distingue de l'expérience québécoise.

Quelques similitudes malgré tout

Ces différences historiques ne doivent cependant pas occulter ce qui rapproche aujourd'hui les deux mouvements séparatistes.

Premièrement, leur dimension très partisane. Au Québec, l'indépendance constitue historiquement l'ADN du programme du PQ, par opposition à l'approche plus accommodante des autres partis, qu'il s'agisse des partis représentés au niveau fédéral, comme les Libéraux ou les Conservateurs, ou même de la troisième voie offerte ces dernières années par le parti de gouvernement, la Coalition Avenir Québec (CAQ). La possibilité d'un troisième référendum constitua ainsi l'un des thèmes de la campagne législative qui vient de s'achever, les opposants au PQ cherchant à jouer sur la peur que suscite toujours cette perspective dans une majorité de l'électorat. À telle enseigne que, ne pouvant se dédire sur un élément aussi structurant de son programme, le leader du PQ et désormais Premier ministre de la province, Paul St-Pierre Plamondon, dut préciser qu'une telle consultation ne serait pas organisée tant que Donald Trump menacerait l'économie québécoise. Sa victoire étriquée du 5 octobre, avec 28 % des voix – le plus faible taux de l'histoire du Québec pour un parti formant le gouvernement –, montre toutefois que les Québécois n'ont pas eu l'intention de lui signer un chèque en blanc.

En Alberta également, c'est au sein des franges conservatrices de la population, qui dominent l'électorat notamment dans les campagnes, que ce mouvement prit racine. Ce qui explique que la Première ministre conservatrice d'Edmonton, Danielle Smith, ait été contrainte, à l'instar d'un David Cameron en amont du Brexit, de louver entre les différentes sensibilités du Parti conservateur uni (PCU) pour finalement accepter la tenue de ce scrutin. Indiquant un

jour comprendre la frustration face à Ottawa ; mais rassurant le lendemain sur le fait qu'elle voterait elle-même pour le maintien au sein de la Confédération. Ce jeu trouble, qui lui a permis d'obtenir des concessions majeures de la part du gouvernement Carney, explique en partie le maintien à un niveau relativement élevé (environ 25 %) des intentions de vote en faveur de l'indépendance.

Le deuxième point commun de ces mouvements indépendantistes est qu'ils ont pris naissance sous le gouvernement de Justin Trudeau, à un moment où la critique d'un fédéralisme trop intrusif commençait à se faire entendre. En matière d'immigration, de laïcité, de santé ou encore de respect de la francophonie au Québec ; sur les sujets climatiques, la gestion de la crise du Covid-19 et le développement des énergies fossiles en Alberta. Les deux mouvements indépendantistes se nourrissent ainsi d'une critique plus large sur l'équilibre des compétences entre Ottawa et les capitales fédérales, un débat jamais réellement tranché... Mais d'autant plus sensible qu'il touche à des sujets considérés par ces provinces comme constitutifs de leur souveraineté.

Enfin, dernier élément de convergence, le procès, plus ou moins documenté, en instrumentalisation par les États-Unis. Ainsi, au Québec, dans l'une des provinces les plus affectées par les droits de douane américains, on a dernièrement appris que l'ambassade américaine à Ottawa avait cherché à créer un canal de négociation parallèle à celui entretenu au niveau fédéral. Mais c'est en Alberta que ces interférences furent les plus claires, bien avant, d'ailleurs, le retour au pouvoir de Donald Trump. Ainsi, dès janvier 2024, le militant conservateur et ancien journaliste Tucker Carlson avait donné une série de conférences à Edmonton et à Calgary. On se rappelle également le voyage très controversé de Danielle Smith début janvier 2025 à Mar-a-Lago pour tenter d'amadouer Donald Trump, alors même que ce dernier commençait pourtant à déployer sa rhétorique du « 51^e État ». Enfin, plus récemment, la presse s'est fait l'écho de la contribution de consultants conservateurs américains à la campagne référendaire, à l'initiative de l'un de ses principaux promoteurs, l'Alberta Prosperity Project. Autant d'indices qui, s'ils ne permettent pas de conclure à une ingérence planifiée, suggèrent toutefois une attention évidente de certains responsables américains.

Ottawa face au risque de la division

La concomitance de ces deux mouvements et, sous certains aspects, leur convergence indiquent que la thématique indépendantiste est partie pour durer. Quels que soient en effet les résultats du référendum albertain – et tout laisse penser à ce stade que la défaite des indépendantistes devrait être sans appel –, l'instrumentalisation partisane, voire américaine, de cette thématique devrait conduire à en imposer durablement l'enjeu. Moins, comme par le passé, pour rouvrir la question constitutionnelle – ce que personne ne souhaite à court terme – que comme un élément de pression des provinces à l'égard d'Ottawa.

Ainsi, à brève échéance, le retour de ces séparatismes devrait compliquer l'action fédérale. Mark Carney avait certes pris les devants avec l'Alberta, en proposant, par exemple, dès l'automne 2025, un nouveau pacte énergétique, plus respectueux des demandes albertaines, à défaut de l'être des engagements climatiques du pays. À quelques jours du scrutin, le gouvernement fédéral vient également opportunément d'annoncer 8 milliards de dollars canadiens d'investissements dans le secteur de la défense... Mais c'est au Québec qu'aura lieu le véritable test car, si le nouveau gouvernement PQ a surtout été élu dans une optique de changement, il lui faudra néanmoins affirmer son identité indépendantiste à travers des symboles forts : la langue, bien sûr ; la laïcité, alors que la Cour suprême du pays doit prochainement statuer sur la loi C21 qui encadre ce principe ; ou encore la suppression de tous les signes monarchiques, avec notamment la question du rôle de la lieutenante-gouverneure, représentante du monarque dans la province. L'immigration, traditionnellement vue par le PQ comme le cheval de Troie de la dilution de l'identité québécoise, pourrait également constituer une pierre d'achoppement : l'idée, récemment agitée par Mark Carney, d'une reprise de la dynamique migratoire, après la pause impulsée à l'été 2024 par son prédécesseur, risque ainsi fortamment d'être abandonnée. Pour autant, les marges de manœuvre du PQ ne seront pas illimitées car, minoritaire dans son propre parlement, il lui faudra composer avec une population surtout inquiète du coût de la vie et des négociations avec les États-Unis. Le

plus probable est donc que s'impose, dans les prochains mois, ce fédéralisme coopératif et prudent que le Premier ministre Mark Carney a cherché à mettre en place depuis son arrivée au pouvoir en janvier 2025.

Dans une perspective plus longue, le retour de ces indépendantismes constitue indéniablement une vulnérabilité pour le Canada, d'autant plus remarquable que, dans le même temps et face aux agressions répétées de Donald Trump, les Canadiens ont rarement autant aspiré à l'unité, y compris au Québec et, à un degré moindre, en Alberta. Il y a ainsi un paradoxe à voir ressurgir ces forces centrifuges, anciennes pour certaines et nouvelles pour d'autres, au moment même où la demande de cohésion est la plus forte. Ce paradoxe renvoie à l'un des fils conducteurs de l'histoire du pays : l'intrinsèque fragilité de l'expérience nationale canadienne et, pour y répondre, la permanente recherche d'équilibre qui s'impose au gouvernement fédéral.